



Rapport Financier Semestriel
30 juin 2026

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport semestriel d'activité.....	4
1. Événements importants survenus au premier semestre 2026	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2026	
3. Autres informations	
Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés	
III. Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2026.....	21
- Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2026, 30 juin 2025 et 31 décembre 2025	
- Situations financières consolidées aux 30 juin 2026 et 31 décembre 2025	
- États du résultat global aux 30 juin 2026, 30 juin 2025 et 31 décembre 2025	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2026, 31 décembre 2025 et 30 juin 2025	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2026, 31 décembre 2025 et 30 juin 2025	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Événements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

STREAMWIDE
Société Anonyme au capital de 280.480,70 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

(La "Société")

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du premier semestre 2026 figurant au chapitre III du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe STREAMWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre 2026.

Fait à Paris, le 15 octobre 2026

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 280.480,70 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
30 JUIN 2026

Lors de sa réunion en date du 18 septembre 2026, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés intermédiaires du Groupe STREAMWIDE ("le Groupe"), pour la période de 6 mois close le 30 juin 2026. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Événements importants survenus au premier semestre 2026, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe au premier semestre 2026

1.1 Événements importants survenus au premier semestre 2026

- *Augmentation des revenus mais contraction des résultats semestriels 2026 :*

STREAMWIDE a enregistré un chiffre d'affaires de 12,8 M€ au titre du premier semestre 2026, en croissance de +12%.

Les revenus du 1^{er} semestre 2026 progressent de +12%, portés par une activité dynamique en Amérique du Nord et en Asie Pacifique. Les deux activités du Groupe (Plateformes et Legacy) sont en croissance au 1^{er} semestre 2026, malgré des effets de base exigeants. Les revenus de l'activité "plateformes" (**team on mission** et **team on the run**) progressent de +0,5 M€ (+6%) et les revenus "legacy" de +0,8 M€ (+30%) au 1^{er} semestre 2026. La croissance de l'activité "plateformes" est principalement portée par les revenus récurrents SaaS (liés à l'application FirstNet Fusion), multipliés par 3 au cours du 1^{er} semestre 2026.

Avant activation des frais de personnels liés aux développements produits, la masse salariale semestrielle (9,3 M€) est en augmentation de +1,1 M€. Cette évolution s'explique par (i) un effet prix d'environ 0,6 M€, incluant les augmentations salariales 2026 ainsi que des commissions commerciales aux États-Unis plus élevées qu'au 1^{er} semestre 2025, et (ii) un effet volume pour environ 0,5 M€ à la suite des 12 embauches nettes effectuées au 1^{er} semestre 2026 et au plein effet des recrutements effectués en 2025. Le Groupe compte 263 collaborateurs fin juin 2026 contre 251 fin décembre 2025 et 242 fin juin 2025.

Après prise en compte d'un résultat financier positif de 0,1 M€, porté par l'évolution du taux de change USD/EUR au cours du 1^{er} semestre 2026, et d'un résultat fiscal neutre (résultats fiscaux déficitaires en France activés et peu significatifs aux États-Unis), le résultat net ressort positif à 0,8 M€, en diminution de -1,3 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2025. Retraité des charges opérationnelles non récurrentes, le résultat net ressort à 1,8 M€, représentant une marge nette retraitée de 14%.

- *Investissements soutenus dans la technologie développée par le Groupe :* les investissements techniques (infrastructure, performance, sécurité et robustesse) et humains (ingénieurs projets et équipe support aux États-Unis) ont été soutenus au 1^{er} semestre 2026 pour anticiper et absorber la croissance future et renforcer encore la souveraineté, la sécurité, l'évolutivité et la standardisation (3GPP) des solutions STREAMWIDE.

- *Un litige aux États-Unis portant sur des droits de propriété intellectuelle a généré une charge non récurrente à hauteur de 1 M€ au 30 juin 2026. Conformément à ses engagements contractuels avec ses partenaires, STREAMWIDE, au travers de sa filiale américaine StreamWIDE Inc., a demandé à être partie au litige, aux côtés de l'un de ses clients américains (AT&T), dans le cadre d'un contentieux devant une juridiction américaine du Texas, à l'initiative d'un demandeur privé, petit acteur du secteur MCx "mission critical". STREAMWIDE a procédé à la remise des documents nécessaires dans le cadre de ce litige et a également partagé toute la documentation nécessaire à la défense de ses intérêts au regard des brevets invoqués et de la fonctionnalité visée, par ailleurs non déployée par AT&T et très peu utilisée ailleurs dans le monde. En réaction à cette procédure, des requêtes auprès des offices nationaux des brevets sont également en cours aux États-Unis et en Europe, pour la contestation par STREAMWIDE de la brevetabilité de la fonctionnalité litigieuse, notamment au regard de l'antériorité des développements effectués par STREAMWIDE, de l'état de l'art et des publications alors partagées.*

Les honoraires liés à ces procédures sont de 0,7 M€ à fin juin 2026 et une provision de 0,3 M€ d'honoraires complémentaires a également été comptabilisée. Même s'il n'est pas possible d'évaluer de façon certaine l'issue de ce litige et des procédures associées pour le moment, le Groupe et ses conseils sont confiants dans la défense de ses droits et de ses intérêts et n'a pas provisionné de risque concernant ce litige. Par ailleurs, la fonctionnalité visée dans le cadre de ce litige n'est ni fondamentale, ni déterminante, ni nécessaire pour le bon fonctionnement de la solution. STREAMWIDE n'est donc en rien contraint dans la continuité pleine, entière et ininterrompue de son activité.

1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées au sein du Groupe au premier semestre 2026

Diversification des sources de revenus

Aux États-Unis, la mise en production en juillet 2026 de la solution Fusion par AT&T-FirstNet® a permis d'enregistrer les premières souscriptions au service. Depuis, la progression journalière des abonnements est satisfaisante et les premières facturations au-delà des minimums garantis auront lieu dès le 4ème trimestre de l'exercice en cours. Au-delà de ces revenus d'abonnements récurrents, plusieurs projets et budgets pluriannuels pourraient se concrétiser à terme pour compléter et faire évoluer l'offre SaaS, ouvrant de nouvelles perspectives de revenus importants dans les prochains mois.

D'autres zones géographiques sont en cours de développement, notamment l'Asie Pacifique, où plusieurs projets restent actifs et pourraient se concrétiser à horizon 2027. Au Moyen-Orient, le Groupe reste engagé de façon directe ou indirecte dans des projets d'envergure, mais le contexte géopolitique actuel rend les prises de décisions longues et incertaines. Enfin, en France et en Europe, l'attentisme lié au contexte politique et économique, actuel et futur, immobilise le marché.

Mise à l'échelle du Groupe et récurrence des revenus

Après avoir réussi une diversification géographique des sources de revenus et une croissance rentable en 2025, l'objectif du Groupe en 2026 reste de poursuivre le développement de ses projets à l'international, tout en accentuant encore la récurrence de ses revenus. Le Groupe dispose des moyens financiers nécessaires pour mener à bien ces investissements, qu'ils soient technologiques ou humains. STREAMWIDE reste donc positionné sur une trajectoire ambitieuse, capable de transformer son profil de croissance à moyen terme. Le déploiement du projet AT&T-FirstNet® constitue un levier structurant et majeur pour garantir cette tendance, mais nécessite également une transformation et une mise à l'échelle du Groupe, de ses équipes, de ses infrastructures technologiques et de ses process de production et de livraison de ses solutions logicielles. Des gains de productivité pourront être dégagés à terme, avec un perfectionnement des procédures et une utilisation accrue de nouveaux outils (IA) pour optimiser certains process, et pouvoir ainsi favoriser et accompagner au mieux la croissance future.

1.3 Évolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2026

Évolution du chiffre d'affaires

Les plateformes de communications critiques team on mission et d'activités critiques **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de +6% à 9,3 M€, représentent 73% des revenus semestriels totaux du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2026, le projet AT&T-FirstNet® amorce, comme annoncé, un modèle récurrent à forte valeur pour STREAMWIDE (licences en mode SaaS et support et services associés) avec une montée en puissance progressive et un potentiel significatif de revenus futurs. L'exploitation des data centers au 1^{er} semestre, ainsi que les revenus d'abonnements garantis, permettent à l'activité SaaS de progresser de +197% (x3) à 1,6 M€, pour représenter déjà 13% de l'activité totale du Groupe au 30 juin 2026, contre seulement 5% au 30 juin 2025.

D'autres projets ont été déployés au cours du 1^{er} semestre 2026, notamment aux Philippines, illustrant la stratégie de diversification géographique du Groupe. Toutes activités confondues, les revenus Export (52%) sont désormais supérieurs aux revenus France (48%). Cette tendance s'explique également par une baisse des revenus de licences issus du partenariat avec Airbus Public Safety and Security (ex SLC), à la suite de commandes importantes intervenues début 2025 et non récurrentes début 2026. Si des commandes Airbus sont d'ores et déjà assurées d'ici fin 2026, de nouvelles négociations auront prochainement lieu pour anticiper les revenus potentiels des prochaines années. Enfin, les revenus issus du projet STORM (contrat pluriannuel de support et services) ont augmenté légèrement au cours du 1^{er} semestre 2026, grâce à des prestations de services dédiées.

Par nature, les revenus de l'activité "Plateformes", qui s'élèvent à 9,3 M€ au 1^{er} semestre 2026, se composent de :

- revenus de Licences (3,0 M€), en diminution de -1,1 M€
- revenus de Services professionnels (2,8 M€), en augmentation de +0,2 M€
- revenus de Maintenance (1,9 M€), en augmentation de +0,3 M€
- revenus récurrents SaaS (1,6 M€), en augmentation de +1,1 M€

L'évolution des revenus de Licences illustre celle de l'activité du Groupe avec une forte croissance des revenus récurrents SaaS au détriment du modèle "on premise". Cela implique également un poids relatif de la solution **team on the run** plus important qu'auparavant. Les revenus issus de la solution **team on mission**, reconnue et éprouvée, dépendent toujours quant à eux des déploiements effectifs des différents projets "public safety" en cours, notamment en Europe et au Moyen-Orient.

Les revenus de Services professionnels, par nature non récurrents, sont bien orientés, consécutivement aux différents projets menés par le Groupe. Cela démontre le dynamisme de l'activité "Plateformes", tous segments et toutes zones géographiques confondus.

Enfin, la progression des revenus de Maintenance provient de l'exploitation croissante des plateformes déjà déployées. Ces revenus récurrents de maintenance continueront d'augmenter dans les prochains mois, soutenus par les récentes mises en production et les ventes de licences observées depuis plusieurs semestres.

Hausse de l'activité "Legacy" à 3,5 M€ : l'activité historique "Legacy" (solutions pour opérateurs télécom), qui ne nécessite plus ou peu d'investissements capitalistiques, représente 27% des revenus semestriels 2026, contre 25% au 1^{er} semestre 2025. Cette croissance s'explique principalement par celle des revenus de Licences (+0,7 M€) et de Services professionnels (+0,3 M€), suite au déploiement d'un projet en Amérique du Nord.

Évolution des résultats

Les investissements en R&D du Groupe restent stables sur la période, avec un montant capitalisé de frais de personnel de 4,3 M€ (sur un montant global de 4,6 M€) contre 4,5 M€ au 1^{er} semestre 2025 (sur un montant global de 5,2 M€ incluant des frais de sous-traitance). Avant activation des frais de personnels liés aux développements produits, la masse salariale semestrielle (9,3 M€) est en augmentation de +1,1 M€. Cette évolution s'explique par (i) un effet prix d'environ 0,6 M€, incluant les augmentations salariales 2026 ainsi que des commissions commerciales aux États-Unis plus élevées qu'au 1^{er} semestre 2025, et (ii) un effet volume pour environ 0,5 M€ à la suite des 12 embauches nettes effectuées au 1^{er} semestre 2026 et au plein effet des recrutements effectués en 2025. Le Groupe compte 263 collaborateurs fin juin 2026 contre 251 fin décembre 2025 et 242 fin juin 2025.

Les autres charges externes augmentent de +0,2 M€ au 1^{er} semestre 2026, sans appeler de commentaire particulier. Les autres frais généraux évoluent de façon cohérente avec le nombre de salariés au sein du Groupe et représentent 11% de la masse salariale brute, contre 12% au 1^{er} semestre 2025.

Hors amortissements et après retraitement IFRS 16 des coûts locatifs (-0,5 M€ contre -0,4 M€ au 30 juin 2025), les coûts opérationnels ressortent à 6,5 M€ contre 5,1 M€, soit une augmentation de +1,4 M€. Le résultat opérationnel avant amortissements diminue ainsi de -0,1 M€ et le taux de marge ressort à 49% contre 56% au 1^{er} semestre 2025.

L'augmentation des amortissements au 1^{er} semestre 2026 (+0,9 M€ à 4,6 M€) provient essentiellement de ceux liés à l'infrastructure technique du Groupe mise en service aux États-Unis à la fin du 1^{er} semestre 2025 (1 mois d'exploitation) dans le cadre du contrat SaaS avec AT&T-FirstNet®. Ces amortissements représentent environ 0,6 M€ au 30 juin 2026 et augmentent de +0,5 M€ par le seul effet temps (6 mois d'exploitation). Cet effet de base n'existera plus au 2nd semestre 2026. Les amortissements liés aux frais de développements ressortent quant à eux en légère augmentation (+0,2 M€) à 3,1 M€, suite à l'évolution des valeurs brutes activées depuis plusieurs exercices (7,7 M€ en 2024 et 10,7 M€ en 2025). Ils devraient continuer à progresser de façon similaire au cours des prochains mois, en fonction des différentes versions logicielles développées et mises en production (2 versions majeures par an).

Les autres charges opérationnelles non récurrentes sont liées à un litige aux États-Unis portant sur des droits de propriété intellectuelle. Les honoraires liés à ces procédures sont de 0,7 M€ à fin juin 2026 et une provision de 0,3 M€ d'honoraires complémentaires a également été comptabilisée. Même s'il n'est pas possible d'évaluer de façon certaine l'issue de ce litige et des procédures associées pour le moment, le Groupe et ses conseils sont confiants dans la défense de ses droits et de ses intérêts et n'a pas provisionné de risque concernant ce litige. Par ailleurs, la fonctionnalité visée dans le cadre de ce litige n'est ni fondamentale, ni déterminante, ni nécessaire pour le bon fonctionnement de la solution. STREAMWIDE n'est donc en rien contraint dans la continuité pleine, entière et ininterrompue de son activité.

Après prise en compte d'un résultat financier positif de 0,1 M€, porté par l'évolution du taux de change USD/EUR au cours du 1^{er} semestre 2026, et d'un résultat fiscal neutre (résultats fiscaux déficitaires en France activés et peu significatifs aux États-Unis), le résultat net ressort positif à 0,8 M€, en diminution de -1,3 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2025. Retraité des charges opérationnelles non récurrentes, le résultat net ressort à 1,8 M€, représentant une marge nette retraitée de 14%.

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2026

2.1 Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation du Groupe au 30 juin 2026 se compose de la Société, de sa filiale française STREAMWIDE France SAS et des 4 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Pour rappel, la société Beijing STREAMWIDE Technology a été fermée et radiée en mai 2025. La société STREAMWIDE Signaling, contrôlée à 100% par STREAMWIDE SA et dédiée à la gestion et au déploiement de la solution Team Signaling à destination essentiellement des collectivités locales, n'a enregistré aucun mouvement significatif en 2026 et n'est donc pas consolidée au 30 juin 2026.

L'activité du Groupe au premier semestre 2026 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en augmentation de +12%, un résultat opérationnel courant positif (1,7 M€) en diminution de -1 M€ et par un résultat net, après prise en compte de charges non récurrentes de -1 M€, des impacts financiers positifs (+0,1 M€) et des résultats fiscaux neutres, bénéficiaire de 0,8 M€, en diminution de -1,3 M€ par rapport au premier semestre 2025.

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2026 sont les suivantes :

en K€	S1 2026	%CA	S1 2025	%CA	Var. (K€)	Var. (%)
Chiffre d'Affaires "Plateformes"	9 304	73%	8 774	77%	530	6%
Chiffre d'Affaires "Legacy"	3 488	27%	2 690	23%	798	30%
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	12 792		11 464		1 328	12%
Charges de Personnel	-5 031	39%	-3 727	33%	-1 303	35%
Charges Externes	-2 089	16%	-1 909	17%	-180	9%
Autres Charges / Produits	616	-5%	556	-5%	60	11%
TOTAL CHARGES avant amortissements	-6 503		-5 080		-1 423	28%
ROC avant amortissements (*)	6 289	49%	6 384	56%	-95	-1%
Dotations Amortissements et Dépréciations	-4 573		-3 662		-912	25%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)	1 716	13%	2 722	24%	-1 006	-37%
Autres Charges / Produits opérationnels	-1 048		-7		-1 041	
Charges / Produits financiers	139		-653		792	
Charges / Produits d'impôts	-34		61		-95	
RESULTAT NET	773	6%	2 123	19%	-1 350	-64%

(*) Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROC avant amortissements) correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, avant amortissements et dépréciations des immobilisations (EBITDA). Le résultat opérationnel courant (ROC) tient compte de ces amortissements et dépréciations (EBIT).

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à +1,7 M€ au titre du premier semestre 2026 (-1,0 M€). Il s'établissait à 2,7 M€ au 30 juin 2025. Retraité de l'impact des amortissements de période (4,6 M€ contre 3,7 M€ au 30 juin 2025, dont respectivement 3,1 M€ et 2,9 M€ au titre de l'amortissement des frais de développement), il est positif de 6,3 M€ contre 6,4 M€ au 30 juin 2025 (-0,1 M€ soit -1%).

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période (confer note 1.1 et 1.3).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter, concernant les résultats semestriels 2026 sont les suivants :

- *les charges de personnel* augmentent de 1,3 M€ après activation des frais de développement. Avant cette activation, elles progressent de 1,1 M€ suite essentiellement à un effet volume (+0,5 M€) et à un effet prix (+0,6 M€) ;
- *les charges externes* augmentent de 0,2 M€. Le retraitement lié à IFRS 16 "Contrats de location" (neutralisation des charges locatives) est de (0,5) M€ au 30 juin 2026 contre (0,4) M€ au 30 juin 2025, et évolue en fonction de la charge locative de période.

L'augmentation des charges externes s'explique essentiellement par celle des effectifs qui impacte l'ensemble des frais généraux.

- *les autres charges et produits* regroupent les taxes diverses ainsi que les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche, parallèlement aux amortissements pratiqués sur les projets financés (confer règles et méthodes comptables). Ces reprises sont de 622 K€ au 30 juin 2026 contre 581 K€ au 30 juin 2025.
- *la variation des amortissements* de période est de +0,9 M€ et provient essentiellement des amortissements pratiqués sur les immobilisations corporelles (+0,6 M€), suite à l'effet temps et aux 6 mois d'exploitation pleine de l'infrastructure SaaS aux États-Unis (contre seulement 1 mois au 1^{er} semestre 2025), et sur les frais de développement activés (+0,2 M€), suite à l'évolution des valeurs brutes activées depuis plusieurs exercices (7,7 M€ en 2024 et 10,7 M€ en 2025). Ils devraient continuer à progresser de façon similaire au cours des prochains mois, en fonction des différentes versions logicielles développées et mises en production (2 versions majeures par an).

L'impact net (hors imposition différée) de l'activation des frais de développement est le suivant :

- o 1^{er} semestre 2025 : activation de 5 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 2,9 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,6 M€ : impact net en résultat opérationnel de 2,7 M€, en hausse de 0,8 M€ par rapport à celui du 1^{er} semestre 2024.
- o 1^{er} semestre 2026 : activation de 4,6 M€ bruts de frais de développement, amortissement à hauteur de 3,1 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,6 M€ : impact net en résultat opérationnel de 2,1 M€, en baisse de -0,6 M€ par rapport à celui du 1^{er} semestre 2025.
- *L'impact des produits / charges financiers* est positif de +0,1 M€, suite essentiellement à des variations de change USD/€ favorables au cours du 1^{er} semestre 2026. Au 1^{er} semestre 2025, l'impact change avait été négatif de -0,6 M€ suite à des variations significatives et défavorables des taux USD/€.
- *L'impact fiscal* est neutre, contre un produit net de +0,1 M€ au 30 juin 2025.

Au 30 juin 2026, la valeur nette des frais de développement activés est de 24,7 M€ (contre 23,2 M€ au 31 décembre 2025 et 20,6 M€ au 30 juin 2025) alors que celle des reports déficitaires est de 4,9 M€ (contre 3,3 M€ au 31 décembre 2025 et 5,4 M€ au 30 juin 2025). Au 30 juin 2026, le solde net (19,8 M€) génère donc un passif d'impôt différé de 4,9 M€, inscrit en passif non courant dans la situation financière semestrielle.

Les perspectives de résultat comptable et fiscal du Groupe dans les prochaines années étant positives, l'activation des reports déficitaires de l'intégration fiscale française (4,9 M€) est pleinement justifiée.

À noter également que le résultat fiscal de la filiale américaine du Groupe est neutre et que les reports déficitaires non activés sont de 2,3 M€ au 30 juin 2026.

Le résultat fiscal au 30 juin 2026 est détaillé ci-dessous :

en M€	HY 2026	HY 2025	FY 2025	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,4	-0,5	-1,1	0,1
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	0,4	0,6	0,1	-0,2
<i>dont filiales françaises</i>	0,4	0,6	0,1	-0,2
<i>dont filiales étrangères</i>		-	-	-
Impôts différés sur retraitements	ns	ns	0,4	ns
Impôts courants	ns	ns	-0,1	ns
Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts	0,0	0,1	-0,7	-0,1

- Les impôts courants ne sont pas significatifs et proviennent essentiellement des filiales roumaine et tunisienne du Groupe, qui génèrent au niveau statutaire des résultats comptables et fiscaux positifs au 30 juin 2026 ;
- Les impôts différés passifs liés à l'activation des frais de développement (-0,4 M€) diminuent (-0,1 M€), du fait de la diminution des montants nets activés au 30 juin 2026 (1,5 M€ contre 2,1 M€ au 30 juin 2025) ;
- Les impôts différés actifs sur reports déficitaires (0,4 M€) proviennent de la perte fiscale du Groupe fiscal français activée.

Pour mémoire, la Société a opté, avec sa filiale STREAMWIDE FRANCE SAS, pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une diminution de -1,0 M€ pour s'établir à 1,7 M€. Après prise en compte des coûts non opérationnels liés au litige aux États-Unis (-1 M€), du résultat financier bénéficiaire (+0,1 M€) et des impacts fiscaux neutres, le résultat net semestriel 2026 est un bénéfice de 0,8 M€, en baisse de -1,3 M€ par rapport à celui du 30 juin 2025.

La situation financière au 30 juin 2026 est la suivante :

(En K€)	30-juin-26	31-déc.-25	30-juin-26	31-déc.-25	
Immobilisations incorporelles	25 201	23 634	280	280	Capital social
Immobilisations corporelles	6 118	5 835	34 970	28 766	Primes et réserves
Autres actifs financiers	659	480	-3 149	-3 320	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	-	-	773	6 260	Résultat Part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	31 979	29 949	32 874	31 986	TOTAL CAPITAUX PROPRES
Stocks	-	-	5 359	5 659	Passifs financiers
Créances clients	9 038	7 395	2 383	2 141	Passifs locatifs
Autres débiteurs	2 064	1 657	403	376	Provisions à long terme
Actifs fiscaux	3 301	2 767	3 014	2 843	Produits fiscaux différés
Actifs financiers courants	5 000	5 000	4 931	4 961	Passifs d'impôts différés
Trésorerie et équivalent de trésorerie	14 599	15 711			
ACTIFS COURANTS	34 002	32 530	16 090	15 980	PASSIFS NON COURANTS
TOTAL ACTIFS	65 981	62 479			
			819	1 123	Passifs financiers
			795	591	Passifs locatifs
			274	10	Provisions à court terme
			1 527	683	Fournisseurs et autres créditeurs
			4 602	4 595	Dettes fiscales et sociales
			1 477	1 422	Produits fiscaux différés
			7 522	6 089	Produits constatés d'avance
			17 017	14 513	PASSIFS COURANTS
			65 981	62 479	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2026 est de 66 M€. La hausse de +3,5 M€ par rapport à la clôture précédente provient essentiellement des éléments suivants :

À l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 4,6 M€ en valeur brute et 3,1 M€ d'amortissements, soit une augmentation de 1,5 M€ en valeur nette ;

Le montant immobilisé au seul titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2025 et ressort à 24,7 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2026 ;

- *Augmentation du poste client (+1,6 M€)* suite à des facturations de fin de période et à l'évolution de l'activité au cours du 1^{er} semestre 2026. Par ailleurs, les encaissements post clôture sont satisfaisants.
- *Autres débiteurs et actifs fiscaux* : le solde des autres débiteurs est essentiellement constitué de comptes de TVA évoluant avec l'activité et les actifs fiscaux sont quant à eux constitués principalement du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) au titre de 2025 (1,8 M€) toujours en attente de remboursement (ce dernier devant intervenir au second semestre de l'exercice), et du CIR/CII provisionné au titre du premier semestre 2026 (0,9 M€) ;

- *Diminution de la trésorerie brute* (-1,1 M€ par rapport au 31 décembre 2025) qui s'élève à 14,6 M€ au 30 juin 2026, hors dettes financières et locatives. Les flux de trésorerie opérationnels positifs (+5 M€) diminuent de -5 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2025, suite à l'évolution des résultats semestriels et à l'impact BFR très positif au 30 juin 2025 (4,5 M€). Les investissements du 1^{er} semestre 2026 (5 M€) correspondent aux investissements récurrents dans le développement produits (4,6 M€) et à ceux réalisés dans les infrastructures techniques du Groupe (0,6 M€), compensés partiellement par des remboursements de CIR rectificatifs 2024. Les flux opérationnels couvrent donc toujours les investissements réalisés par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2026. Les flux de financements sont quant à eux négatifs au 30 juin 2026 (-1 M€) suite essentiellement aux remboursements de période des dettes financières (-0,6 M€) et des loyers versés (-0,6 M€). Les mouvements relatifs aux actions auto détenues sont peu significatifs au 1^{er} semestre 2026 et permettent de dégager un flux positif de trésorerie de 0,2 M€.

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres* (+0,9 M€), suite notamment au résultat net positif au 30 juin 2026 (0,8 M€) et aux variations des actions auto détenues (0,2 M€) ;
- *Diminution des passifs financiers courants et non courants* (-0,6 M€) suite aux différents remboursements de période ;
- *Augmentation des produits fiscaux différés courants et non courants* (+0,2 M€) : ces postes correspondent aux montants déclarés au titre des CIR et CII, dont l'impact résultat est différé. Ils impacteront positivement le résultat du Groupe lorsque les actifs sous-jacents (projets développés et activés) seront amortis. Au titre du premier semestre 2026, le Crédit d'Impôt Recherche et le Crédit d'Impôt Innovation sont de 883 K€ et la reprise constatée en résultat de 658 K€.
- *Augmentation des passifs sur contrats de revenus* (+1,4 M€), qui enregistrent, comme les années précédentes, les facturations faites en fin de période, relatives à des revenus futurs (par exemple, maintenance annuelle facturée d'avance). Le décalage existant depuis 2019 entre les revenus reconnus et les facturations effectuées envers un client significatif du Groupe diminue avec le temps, mais d'autres projets (notamment STORM en France et le projet en Amérique du Nord) impliquent cependant de nouveaux passifs sur contrats de revenus.

Les flux de trésorerie de la période se présentent comme suit, entraînant une diminution de trésorerie de -1,1 M€ :

(en K€)	HY 2026	HY 2025	FY 2025	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	4 974	9 979	19 321	-5 005
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-5 047	-8 292	-17 295	3 245
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-1 039	-1 132	-1 273	93
Variation de trésorerie	-1 112	555	753	-1 667

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs (+5 M€) suite aux résultats de période et au BFR de période (0,4 M€), illustrant le contrôle efficace de l'activité.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés au premier semestre 2026 (4,6 M€), compensés partiellement par le remboursement de la créance de CIR 2024 rectificative (0,4 M€), celle au titre du CIR 2025 (1,8 M€) devant intervenir au second semestre 2026, et les investissements matériels réalisés dans les infrastructures techniques du Groupe (0,5 M€).

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement (-1 M€) correspondent aux remboursements de période des dettes financières (-0,6 M€), à la variation des dettes locatives (-0,6 M€) et aux mouvements nets d'actions en auto détention (0,2 M€).

Évolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2025 : la diminution de la trésorerie constatée au 30 juin 2026 (-1,1 M€) s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de +5 M€ (-5 M€ par rapport au premier semestre 2025) suite à une CAF positive de 4,7 M€, en diminution de -1 M€ par rapport au 30 juin 2025, et à impact positif du BFR de période (0,4 M€) ;
- Des flux d'investissement de -5 M€ (-3,2 M€ par rapport au premier semestre 2025), suite aux développements continus des nouvelles solutions (4,6 M€), non encore compensés partiellement par le remboursement de la créance nette de CIR de 1,8 M€ au titre de 2025, et suite aux investissements matériels réalisés dans les infrastructures techniques du Groupe (0,5 M€) ;
- Des flux de financement négatifs de -1 M€ (-0,1 M€ par rapport au premier semestre 2025) suite aux remboursements de période des dettes financières (-0,6 M€), à la variation des dettes locatives (-0,6 M€) et aux cessions nettes d'actions auto détenues (0,2 M€).

2.2 Évolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

Après avoir réussi une diversification géographique des sources de revenus et une croissance rentable en 2025, l'objectif du Groupe en 2026 reste de poursuivre le développement de ses projets à l'international, tout en accentuant encore la récurrence de ses revenus. Le Groupe dispose des moyens financiers nécessaires pour mener à bien ces investissements, qu'ils soient technologiques ou humains. STREAMWIDE reste donc positionné sur une trajectoire ambitieuse, capable de transformer son profil de croissance à moyen terme. Le déploiement du projet AT&T-FirstNet® constitue un levier structurant et majeur pour garantir cette tendance, mais nécessite également une transformation et une mise à l'échelle du Groupe, de ses équipes, de ses infrastructures technologiques et de ses process de production et de livraison de ses solutions logicielles. Des gains de productivité pourront être dégagés à terme, avec un perfectionnement des procédures et une utilisation accrue de nouveaux outils (IA) pour optimiser certains process, et pouvoir ainsi favoriser et accompagner au mieux la croissance future.

3. Autres informations

3.1 Facteurs de risques

En termes de risques structurels, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé. Cependant, certains risques ont été précisés et détaillés par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activités semestriels ou annuels.

- *Risques liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs télécom ou à des décalages de budgets au sein des administrations et des entreprises, ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2026. Les nouveaux marchés adressés par les plateformes de communication et d'activités critiques, notamment par la solution **team on mission**, sont souvent gouvernementaux et subissent ainsi de longs cycles de ventes et de décisions.

Des décalages temporels significatifs peuvent ainsi exister entre l'ouverture des marchés et leur notification finale, et de nombreux événements exogènes peuvent intervenir tout au long des procédures de ces marchés publics. Cela implique donc un risque de décalage des calendriers initialement prévus sans doute plus important encore qu'avec des clients privés.

Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

Le développement de logiciels est un processus long et complexe, nécessitant des investissements significatifs en Recherche et Développement. Le Groupe dédie plus du tiers de ses revenus annuels aux développements techniques, tout en veillant à ce que les fonctionnalités offertes répondent aux besoins du marché et aux exigences des clients utilisateurs. Depuis plusieurs années, les solutions développées par le Groupe rencontrent leur marché, confirmant ainsi les différents choix techniques et opérationnels retenus par le Groupe.

L'adoption plus ou moins rapide des technologies développées par le Groupe, dans un marché exigeant, peut également apparaître comme un risque conjoncturel pour le Groupe, réduisant ou accélérant ainsi son rythme de croissance séquentiel.

Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont suivies et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risque de dépendance vis-à-vis de certains clients* : la base clients du Groupe est diversifiée en termes de comptes, d'industries et de zones géographiques et ne cesse de s'étendre d'année en année. La stratégie de commercialisation en mode direct et indirect permet d'adresser le marché mondial avec une équipe commerciale réduite. La note 8.5 de l'annexe aux états financiers indique la quote part de revenus annuels générée par les 3 principaux clients du Groupe.

Depuis plusieurs exercices, le principal client du Groupe est la société Airbus Public Safety and Security avec qui un partenariat technologique long terme a été noué fin 2018. Ce partenariat en marque blanche permet au Groupe de profiter de la présence commerciale mondiale du groupe Airbus et permet une distribution indirecte et pertinente de la technologie développée par le Groupe.

Les revenus issus de ce partenariat sont significatifs (mais < 40% des revenus annuels) et correspondent à des engagements pluriannuels. Par ailleurs, les interactions techniques renforcent le partenariat dans le temps et limitent et inversent d'autant plus le risque de dépendance.

Depuis 2025, le client américain AT&T représente lui aussi une part importante des revenus actuels du Groupe et surtout futurs si le projet FirstNet se développe et que son potentiel important se réalise.

Les différentes solutions commercialisées par le Groupe (activité "legacy" et "plateformes") sont utilisées dans des secteurs très diversifiés et par de nombreux clients variés. Aucun risque de concentration particulière ou significative n'est à signaler.

- *Risques relatifs à la protection des données personnelles* : le Groupe détermine les mesures nécessaires à la protection des données personnelles avec ses partenaires et ses clients afin de se conformer aux exigences légales et réglementaires associées. Le périmètre de responsabilité du Groupe est également ajusté selon les modalités du projet (Onpremise ou SaaS) ainsi que selon sa territorialité (FR, UE, hors UE). Dans le cas d'une non-conformité ou d'une divulgation volontaire ou involontaire de tout ou partie de données personnelles d'un client ou d'un tiers, la responsabilité du Groupe pourrait alors être engagée, l'exposant à un risque financier (sanction pécuniaire) et réputationnel. Pour limiter ce risque, le Groupe a mis à jour ses politiques en matière de protection des données personnelles et a mis en place des outils et procédures pour se conformer, notamment, au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Enfin, les nouvelles fonctionnalités intégrées dans les solutions font l'objet d'une évaluation du niveau de protection des nouvelles données collectées. Les mesures de sécurité techniques permettent d'assurer un niveau de protection adapté aux différentes catégories de données.

- *Risques techniques opérationnels de production* : les solutions "plateformes" proposées par le Groupe peuvent être déployées en mode SaaS. Cela signifie que les services proposés sont alors enregistrés et stockés sur des plateformes techniques constituées de toutes les infrastructures matérielles et logicielles nécessaires au fonctionnement du service. Le Groupe a choisi d'héberger ses plateformes dans des centres de données opérés par des fournisseurs certifiés. Ce choix permet d'assurer un niveau de sécurité élevé pour les plateformes concernées. Le Groupe effectue régulièrement des évaluations de risque, et est audité et certifié selon la norme ISO 27001. De plus, une surveillance continue est effectuée sur les plateformes pour identifier toute éventuelle anomalie ou défaillance.

Le Groupe procède également régulièrement à des audits techniques (tests d'intrusion, scans de vulnérabilité aussi bien au niveau de l'architecture technique que des solutions proposées) à son initiative et/ou à celle de ses clients, pour identifier les potentiels points de vulnérabilité. En complément, le Groupe collabore avec des partenaires disposant de l'expertise nécessaire pour appréhender et anticiper au mieux les menaces et risques cyber émergents.

Dans l'éventualité d'un sinistre majeur, le Groupe dispose d'un Plan de Reprise d'Activité ainsi que d'un Plan de Gestion de crise. Le Groupe procède également à la sensibilisation accrue et régulière de ses collaborateurs aux risques de sécurité et aux politiques existantes.

- *Risques liés aux ressources humaines (recruter, développer et fidéliser les talents)* : le recrutement de personnel technique hautement qualifié constitue un enjeu stratégique pour le Groupe. Il est donc crucial de recruter le personnel adéquat tout en conservant des standards élevés et en préservant l'équilibre de la politique salariale au sein du Groupe.

Le Groupe a démontré depuis ses débuts qu'il maîtrise cet enjeu, en développant progressivement des processus de recrutement efficaces favorisant notamment les interactions avec les candidats. Simultanément, le Groupe a adopté une politique de gestion des ressources humaines incitative, reposant notamment sur une culture d'entreprise solide, un fort engagement, des rémunérations compétitives, des formations variées, de l'intéressement et d'autres plans de participation à la croissance du Groupe (plans de BSAANE).

- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. À la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Assurances et couvertures des risques* : le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques assurables avec des montants de plafonds et de garanties qu'il estime compatibles avec la nature de son activité. Les différentes polices d'assurance suivantes ont été souscrites : responsabilité civile professionnelle et d'exploitation, risques cyber et pertes de données, risque de propriété intellectuelle, erreurs et omissions, dommages aux biens et déplacements professionnels.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2026.

- *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères devraient rester significatifs dans les prochains mois : peu de coûts opérationnels exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et revenus en dollar plus importants que lesdits-coûts.

Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistants au 30 juin 2026, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque.

La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.

- *Risque de taux* : au 30 juin 2026, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe supportent toutes des taux fixes. La Société et le Groupe ne sont donc plus ou pas exposés au risque de taux.
- *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non-recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

L'évolution du poste client, de sa structure en 2026 et de ses variations au début du second semestre 2026, démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe.

Aucun risque structurel ou conjoncturel n'est donc identifié au 30 juin 2026.

- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles. Au 30 juin 2026, le Groupe dispose d'une solide trésorerie brute de 19,6 M€ (incluant les actifs financiers courants) et d'une trésorerie nette de 8,4 M€ (hors passifs locatifs mais incluant les dettes financières non courantes).

- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2026, et en cours de période, seuls des dépôts et des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

3.2 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe se compose des cinq (5) filiales opérationnelles suivantes au 30 juin 2026. À noter que la filiale chinoise, Beijing StreamWIDE Technology a été fermée et radiée fin mai 2025 et donc sortie du périmètre de consolidation à cette date. La société StreamWIDE Signaling, société de droit français contrôlée à 100%, n'est pas consolidée car aucun flux significatif n'a été enregistré depuis la création de la société.

- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-26	31-déc.-25	
STREAMWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
STREAMWIDE France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
STREAMWIDE Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, BUCHAREST	100%	100%	IG
STREAMWIDE Inc.	160 Chubb Ave, Suite 306 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
STREAMWIDE Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
STREAMWIDE PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

3.3 Informations sociales et environnementales

(a) Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 30 juin 2026 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 56 personnes
- StreamWIDE Romania : 108 personnes
- StreamWIDE Inc. : 18 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 78 personnes
- StreamWIDE Apac : 3 personnes

Au 30 juin 2026, le Groupe compte 263 personnes contre 251 fin décembre 2025 (+12 personnes) et 242 fin juin 2025 (+21 personnes).

Par rapport au 30 juin 2025, les mouvements nets intervenus sont les suivants :

- StreamWIDE France : + 6 personnes
- StreamWIDE Romania : + 4 personnes
- StreamWIDE Apac : + 3 personnes
- StreamWIDE Tunisie : + 5 personnes
- StreamWIDE Inc. : + 3 personnes

(b) Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société

Un accord d'intéressement, proche de celui qui existait auparavant, a été signé en juin 2026 et couvre ainsi les exercices 2026 à 2028.

Au 30 juin 2026, aucune provision n'a été constatée car le seuil de déclenchement (10% de rentabilité nette consolidée) n'a pas été atteint.

(c) Informations environnementales

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

Concernant l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire, le Groupe et la Société, sans prendre d'engagement formel vu les impacts jugés peu significatifs, restent attentifs à la mise en œuvre de toute source d'économie potentielle.

3.4 Actions d'auto contrôle et Bons de Souscription d'Action

Au 30 juin 2026, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Markets depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 2.265 actions de la Société contre 4.576 actions au 31 décembre 2025, et présente un solde de liquidité de 8 K€. À noter également que la Société dispose au 30 juin 2026 de 96.574 titres acquis dans le cadre de son programme de rachat d'actions, solde identique à celui du 31 décembre 2025. L'ensemble de ces actions ayant été acquis à un cours moyen (31,86 €) inférieur au cours de clôture constaté au 30 juin 2026 (78,80 €), aucune perte de valeur n'est à constater et le solde net des actions auto détenues inscrit en capitaux propres est de 3.149 K€ au 30 juin 2026.

Pour rappel, les principales caractéristiques des BSAANE, émis et souscrits en mai 2025, sont les suivantes :

- *BSAANE 2025-1 dits "managers-salariés"* : prix d'exercice de 68 € par action nouvelle et parité de 1 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSAANE 2025-1 émis et entièrement souscrits est de 58.260. Ces BSA seront négociables à compter du 30 mai 2026 et ont une période de validité de 3 ans, soit jusqu'au 30 mai 2028 ;
- *BSAANE 2025-2 dits "personnes dénommées"* : prix d'exercice de 68 € par action nouvelle et parité de 1 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSAANE 2025-2 émis et entièrement souscrits est de 1.100. Ces BSA seront négociables à compter du 30 mai 2026 et ont une période de validité de 3 ans, soit jusqu'au 30 mai 2028.

Au 30 juin 2026, le capital social de la Société est de 280.480,70 € et se compose de 2.804.807 actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune, sans changement par rapport à la dernière clôture annuelle.

3.5 Informations concernant la répartition du capital au 30 juin 2026

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 30 juin 2026 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
BE2TEL (P. Béglin)	49,3 %	59,4 %
OKHEMA (L. Gaichies)	17,4 %	20,9 %
Salariés de la Société	3,2 %	3,6 %
Auto détention	3,5 %	-
Public	26,6 %	16,1%

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double.

Au 30 juin 2026, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 1.951.756 et le nombre théorique total de droits de vote est donc de 4.756.563.

STREAMWIDE SA

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés condensés

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société StreamWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes au 30 juin 2026, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés condensés ont été arrêtés sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes intermédiaires consolidés condensés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés condensés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 15 octobre 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres
Carine MALVAL

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2026

• **Comptes de résultat consolidés aux 30 juin 2026, 30 juin 2025 et 31 décembre 2025**

en K€	30-juin-26 (6 mois)	30-juin-25 (6 mois)	31-déc-25 (12 mois)	Note
Licences	4 031	4 403	11 100	
Maintenance	3 903	3 700	7 256	
Prestations de services	3 243	2 817	6 032	
SAAS récurrent	1 614	544	1 904	
Chiffre d'affaires	12 792	11 464	26 292	7.1
Achats et variations de stocks	0	0	0	
Charges externes	-2 089	-1 909	-3 779	7.3
Impôts et taxes	-122	-118	-235	
Charges de personnel	-5 031	-3 727	-7 833	7.2
Dotations aux amortissements	-4 576	-3 662	-7 975	7.4
Dotations nettes aux provisions	3	28	44	7.4
Autres produits d'exploitation	738	646	1 291	7.5
Autres charges d'exploitation	0	0	0	
Résultat opérationnel courant	1 715	2 722	7 805	
Autres produits opérationnels	0	0	0	
Autres charges opérationnelles	-1 048	-7	-11	7.5
Résultat opérationnel	667	2 715	7 794	
Produits de trésorerie et d'équivalents	152	161	302	
Coût financier Brut	-215	-233	-463	
Coût financier Net	-63	-72	-161	7.6
Autres produits financiers	222	66	95	7.6
Autres charges financières	-20	-647	-719	7.6
Résultat financier	139	-653	-785	
Charges / Produits d'impôts	-34	61	-749	7.7
Résultat net des activités poursuivies	773	2 123	6 260	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	773	2 123	6 260	
Part du Groupe	773	2 123	6 260	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,29	0,77	2,33	7.8
Résultat dilué par action	0,29	0,77	2,33	7.8

- **Situations financières consolidées aux 30 juin 2026 et 31 décembre 2025**

en K€	30-juin-26	31-déc.-25	Note
Immobilisations incorporelles	25 201	23 634	8.1
Immobilisations corporelles	6 118	5 835	8.2
Autres actifs financiers	659	480	8.3
Actifs d'impôts différés	-	-	8.4
ACTIFS NON COURANTS	31 979	29 949	
Créances clients	9 038	7 395	8.5
Autres débiteurs	2 063	1 657	8.5
Autres actifs fiscaux	3 301	2 767	8.5
Actifs financiers courants	5 000	5 000	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 599	15 711	8.6
ACTIFS COURANTS	34 002	32 530	
TOTAL ACTIFS	65 980	62 479	
Capital	280	280	
Primes	4 231	4 231	
Réserves consolidées	30 739	24 535	
Titres auto détenus	-3 149	-3 320	
Résultat net part du Groupe	773	6 260	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	32 874	31 986	8.7
Passifs financiers	5 359	5 659	8.8
Passifs locatifs	2 383	2 141	8.10
Provisions non courantes	403	376	8.9
Produits fiscaux différés	3 014	2 843	8.10
Passifs d'impôts différés	4 931	4 960	8.10
PASSIFS NON COURANTS	16 090	15 980	
Passifs financiers	819	1 123	8.8
Passifs locatifs	795	591	8.10
Provisions courantes	274	10	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	1 527	683	8.10
Dettes fiscales et sociales	4 602	4 595	8.10
Produits fiscaux différés	1 477	1 422	8.10
Produits constatés d'avance	7 522	6 088	8.10
PASSIFS COURANTS	17 016	14 513	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	65 980	62 479	

- États du résultat global aux 30 juin 2026, 30 juin 2025 et 31 décembre 2025

En K€	30-juin-26	31-déc-25	30-juin-25
Résultat Net	773	6 260	2 123
Ecarts de conversion	-44	285	279
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-44	285	279
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	729	6 545	2 402

- Variations des capitaux propres consolidés aux 30 juin 2026, 31 décembre 2025 et 30 juin 2025

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC. 2024	280	4 164	-3 482	24 262	-532	138	24 830	0	24 830
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions		93					93		93
Opérations sur titres auto détenus			-185	33			-152		-152
Dividendes									
Résultat Global				2 123	279		2 402		2 402
Variations de périmètre									
Autres mouvements						78	78		78
Capitaux propres 30 JUIN 2025	280	4 257	-3 667	26 418	-253	216	27 251	0	27 251
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions		-25					-25		-25
Opérations sur titres auto détenus			347	262			609		609
Dividendes									
Résultat Global				4 137	6		4 143		4 143
Variations de périmètre									
Autres mouvements						8	8		8
Capitaux propres 31 DEC. 2025	280	4 232	-3 320	30 817	-247	224	31 986	0	31 986
Opérations sur capital									
Opérations sur titres auto détenus			171	5			176		176
Dividendes									
Résultat Global				773	-44		729		729
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-17	-17		-17
Capitaux propres 30 JUIN 2026	280	4 232	-3 149	31 595	-291	207	32 874	0	32 874

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2026, 31 décembre 2025 et 30 juin 2025**

(En K€)	30-juin-26	30-juin-25	31-déc.-25
Résultat Net consolidé	773	2 123	6 260
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	4 054	3 304	7 131
[IFRS 16] Dotations droits d'usage	522	358	844
Variation des provisions	-3	-28	-44
Gains et pertes de change latents	-115	519	489
Plus ou moins value de cession			
Autres produits d'exploitation (*)	-658	-646	-1 291
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>4 573</i>	<i>5 630</i>	<i>13 389</i>
Coût de l'endettement financier net	63	72	161
Charge d'impôts sur le résultat	34	-61	749
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>4 670</i>	<i>5 641</i>	<i>14 299</i>
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>414</i>	<i>4 425</i>	<i>5 214</i>
Impôts versés	110	87	192
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	4 974	9 979	19 321
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-5 248	-8 273	-14 068
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	-179	-82	-9
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	380	63	-3 218
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-5 047	-8 292	-17 295
Augmentation (diminution) de capital	-	93	-
Augmentation (diminution) des emprunts	-604	-713	-1 315
[IFRS 16] Variation des dettes locatives	-581	-159	-617
[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés	-42	-47	-96
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	171	-152	1 799
Autres flux liés aux opérations de financement			-860
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-1 057	-978	-1 089
Incidence de la variation des taux de change	18	-154	-184
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-1 112	555	753
Trésorerie début de période	15 711	14 958	14 958
Trésorerie fin de période	14 599	15 513	15 711

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Acteur majeur depuis plus de 20 ans sur le marché des communications critiques, STREAMWIDE a développé avec succès ses solutions logicielles **team on mission** (missions critiques) et **team on the run** (activités critiques) destinées aux administrations et aux entreprises.

Ces solutions pour smartphones et PCs, proposées en mode SaaS ou sous forme de licences, bénéficient de nombreuses fonctionnalités telles que la discussion de groupes multimédia, la VoIP, le talkie-walkie (MCPTT et MCx nouvelle génération 4G/5G LTE), la géolocalisation, la numérisation et l'automatisation des processus métier. Ces solutions innovantes répondent aux besoins croissants de transformation digitale et de coordination en temps réel des interventions. Elles permettent aux équipes terrain de transformer les contributions individuelles en succès collectifs et d'agir comme un seul homme dans les environnements professionnels les plus exigeants.

STREAMWIDE est également présent sur le marché logiciel des Services à Valeur Ajoutée pour les opérateurs télécom (messagerie vocale visuelle, facturation et taxation d'appels en temps réel, serveurs vocaux interactifs, d'applications et d'annonces) avec plus de 130 millions d'utilisateurs finaux partout dans le monde.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

STREAMWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2026 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 18 septembre 2026.

2. Événements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport semestriel d'activité. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- Augmentation des revenus semestriels 2026
- Légère contraction des résultats opérationnels, avant et après amortissements
- Diminution des résultats semestriels 2026 suite à des coûts juridiques non récurrents
- Litige de propriété intellectuelle en cours aux États-Unis, sans que cela ne contraigne le Groupe dans son activité, et sans qu'aucun risque spécifique ne ressorte des procédures actuellement en cours
- Investissements soutenus dans la technologie développée par le Groupe

À noter également le déploiement du projet SaaS en Amérique du Nord, suite à l'acceptance finale de la solution FirstNet Fusion prononcée mi-juillet 2026

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés résumés du Groupe STREAMWIDE pour le semestre clos au 30 juin 2026 ont été établis conformément aux dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et sur la base des normes IFRS et des interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2026.

En application de la norme IAS 34, les notes explicatives incluses dans les présents états financiers ont pour objectif :

- de mettre à jour les informations comptables et financières contenues dans les derniers comptes consolidés annuels publiés au 31 décembre 2025 ;
- d'apporter des informations comptables et financières nouvelles sur des éléments significatifs intervenus au cours de la période.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2026

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 30 juin 2026. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivants d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026 :

- Amendements IFRS 7 et IFRS 9 : modifications apportées à la classification et à l'évaluation des instruments financiers
- Amendements IFRS 7 et IFRS 9 : contrats faisant référence à l'électricité dépendante des conditions climatiques
- Améliorations annuelles vol 11 :
 - o Mise en œuvre de la comptabilité de couverture par un nouvel adoptant IFRS
 - o Informations à fournir sur les instruments financiers
 - o Clarifications d'IFRS 9 sur l'extinction d'un passif locatif et l'évaluation des créances clients.
 - o Analyse du contrôle sur une autre entité au moyen de parties agissant pour son compte
 - o Suppression de la référence à la méthode du coût

L'application de ces normes et amendements à compter du 1^{er} janvier 2026 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 30 juin 2026.

3.2.2 Principes de présentation

État de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global. Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

Le Groupe appliquera la norme IFRS 18 à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2027 et a déjà entrepris les analyses y afférentes. Cette norme, devant permettre de meilleures analyses et comparaisons des performances financières des entreprises, introduit trois changements majeurs : classements des charges et produits dans 5 grandes catégories, informations à fournir au titre des MPM ("Management defined Performance Measures") et principes d'agrégation – désagrégation de l'information financière applicables aux comptes primaires et aux annexes.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2026, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2026 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, STREAMWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture.

Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 4 prestations (licences, support, services professionnels et abonnements SaaS) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (mise à disposition des licences) ou dans le temps (support et services professionnels reconnus sur la durée contractuelle) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client.

Ces règles et méthodes comptables étant identiques dans les comptes statutaires, notamment lorsqu'un prix de vente moyen est retenu pour tenir compte d'un nombre estimé de commandes futures pour un même client à la clôture d'un exercice, l'application de la norme IFRS 15 n'entraîne pas de retraitement spécifique en consolidation.

Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Le chiffre d'affaires issu de l'activité SaaS, reconnu de façon linéaire sur la durée des contrats, provient de contrats annuels ou pluriannuels d'abonnement, dans le cadre de mise à disposition de licences, intégrant les services de SaaS dédiés.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française.

Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,

- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Écarts d'acquisition

Au 30 juin 2026, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

À chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Passifs locatifs courants et non courants

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un "spread" pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

À chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de STREAMWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2026, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créiteurs et passifs sur contrats de revenus

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Le Groupe a décidé d'adopter, à compter de 2022, la nouvelle méthode de répartition des droits à indemnité de départ en retraite de ses salariés, en étalant l'engagement sur la période précédant l'âge de départ en retraite et générant les droits à cette indemnité de départ en retraite. Auparavant, le Groupe étalait l'engagement de manière linéaire sur l'ensemble de la période d'emploi de ses salariés.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paielements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paielements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2026, concernant les 59.360 BSAANE émis au profit des managers, salariés et personnes dénommées, et entièrement souscrits en mai 2025, la différence entre le prix de souscription et la juste valeur à la date d'octroi étant considérée comme non significative, aucun retraitement n'a donc été comptabilisé.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge (produit) d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de la période et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilité retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;

- L'évaluation des régularisations de fin de période (actifs et passifs sur contrat de revenus) liées à l'avancement de certains projets ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		30-juin-26	31-déc.-25	
STREAMWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS			Soc. Mère
STREAMWIDE France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100%	100%	IG
STREAMWIDE Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor,	100%	100%	IG
STREAMWIDE Inc.	160 Chubb Ave, Suite 306 LYNDHURST , New Jersey 07071	100%	100%	IG
STREAMWIDE Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C1.1, 1er étage Les Berges du Lac- TUNIS 1053	100%	100%	IG
STREAMWIDE PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 SINGAPORE	100%	100%	IG

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par STREAMWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

StreamWIDE PTE LTD a été créée le 19 mai 2016. La société STREAMWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

La société STREAMWIDE Signaling, créée le 25 juillet 2024 et dédiée à la gestion et au déploiement de la solution Team Signaling à destination essentiellement des collectivités locales, n'est pas consolidée au 30 juin 2026 car aucun mouvement significatif n'a été constaté depuis sa création et sa contribution ne serait pas significative.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Licences	4 031	4 403	11 100	-372
Maintenance	3 903	3 700	7 256	203
Prestations de services	3 243	2 817	6 032	426
SAAS récurrent	1 614	544	1 904	1 070
TOTAL CA	12 792	11 464	26 292	1 328
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	-	-	-
Produits des activités ordinaires	-	-	-	-

Croissance et évolution de l'activité "Plateformes": les plateformes de communications critiques **team on mission** et d'activités critiques **team on the run**, dont les revenus semestriels augmentent de +6% à 9,3 M€, représentent 73% des revenus semestriels totaux du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2026, le projet AT&T-FirstNet® amorce, comme annoncé, un modèle récurrent à forte valeur pour STREAMWIDE (licences en mode SaaS et support et services associés) avec une montée en puissance progressive et un potentiel significatif de revenus futurs. L'exploitation des data centers au 1^{er} semestre, ainsi que les revenus d'abonnements garantis, permettent à l'activité SaaS de progresser de +197% (x3) à 1,6 M€, pour représenter 13% de l'activité totale du Groupe au 30 juin 2026, contre 5% au 30 juin 2025.

D'autres projets ont été déployés au cours du 1^{er} semestre 2026, notamment aux Philippines, illustrant la stratégie de diversification géographique du Groupe. Toutes activités confondues, les revenus Export (52%) sont désormais supérieurs aux revenus France (48%). Cette tendance s'explique également par une baisse des revenus de licences issus du partenariat avec Airbus Public Safety and Security (ex SLC), à la suite de commandes importantes intervenues début 2025 et non récurrentes début 2026. Si des commandes Airbus sont d'ores et déjà assurées d'ici fin 2026, de nouvelles négociations auront prochainement lieu pour anticiper et sécuriser les revenus potentiels des prochaines années. Enfin, les revenus issus du projet STORM (contrat pluriannuel de support et services) ont augmenté légèrement au cours du 1^{er} semestre 2026, grâce à des prestations de services dédiées.

Hausse de l'activité "Legacy" à 3,5 M€: l'activité historique "Legacy" (solutions pour opérateurs télécom), qui ne nécessite plus ou peu d'investissements capitalistiques, représente 27% des revenus semestriels 2026, contre 25% au 1^{er} semestre 2025. Cette croissance s'explique principalement par celle des revenus de Licences (+0,7 M€) et de Services professionnels (+0,3 M€), suite au déploiement d'un projet en Amérique du Nord.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Salaires et traitements	3 949	2 841	6 139	1 108
Charges sociales	1 082	886	1 694	196
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	5 031	3 727	7 833	1 304

	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Cadres	263	242	251	21
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	263	242	251	21

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2026, au même titre que lors des périodes précédentes. Le montant brut immobilisé au 30 juin 2026 est de 4.310 K€, contre 4.380 K€ au 30 juin 2025 et 9.460 K€ au 31 décembre 2025. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé semestriel.

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Charges de personnel en résultat	5 031	3 727	7 833	1 304
Frais de développement activés	4 310	4 380	9 460	-70
TOTAL charges brutes	9 341	8 107	17 293	1 234

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 1.234 K€. Cette progression provient principalement d'un effet "volume", augmenté en partie par les augmentations accordées fin 2025 et par des commissions commerciales aux États-Unis plus importantes qu'au premier semestre 2025.

Au 30 juin 2026, l'effectif total du Groupe s'élève à 263 personnes contre 242 un an plus tôt. Des investissements techniques et humains ont été réalisés afin de permettre au Groupe de conserver son avance technologique éprouvée et de renforcer encore la souveraineté, la sécurité, la standardisation et l'évolutivité des solutions proposées. Cette mise à l'échelle du Groupe, notamment avec des embauches aux États-Unis pour renforcer les équipes support et delivery est nécessaire pour anticiper et absorber la croissance future.

À noter également que le Groupe a mis en place un nouvel accord d'intéressement pour la période 2026-2028 dont les termes sont identiques aux précédents.

7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Achats de marchandises	-	-	-	-
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	0	0	0	0
Achats études et prestations de services	39	91	240	-52
Achats non stockés de marchandises	354	80	165	274
Sous traitance	34	21	203	13
Locations et charges locatives	745	609	936	136
Retraitement IFRS 16	-556	-388	-916	-168
Entretiens, réparations et maintenance	51	50	57	1
Assurances	73	66	118	7
Commissions et honoraires	558	688	1 205	-130
Publicités, expositions et insertions	158	118	308	40
Transports, déplacements et missions	295	228	465	67
Frais postaux et télécoms	185	167	641	18
Autres	152	179	359	-26
TOTAL CHARGES EXTERNES	2 088	1 908	3 779	180

Au 30 juin 2026, l'impact IFRS 16 est une diminution des charges locatives du Groupe de 556 K€ et un amortissement de période de 522 K€ (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

L'augmentation des autres charges externes de 180 K€ sur la période par rapport au premier semestre 2025, s'explique par des achats non stockés de matériel (achats / vente de serveurs pour un client) et par un contrôle des honoraires sur la période (les honoraires juridiques spécifiques et non récurrents liés au litige en cours aux États-Unis sont inscrits sous la rubrique "autres charges opérationnelles" et n'impactent donc pas les charges d'exploitation courante). L'évolution des autres postes se compense, reste peu significative et n'appelle pas de commentaire particulier, leurs évolutions étant en ligne avec celles des effectifs et de l'activité du Groupe.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	3 316	3 044	6 211	272
<i>dont frais de recherche et développement</i>	3 147	2 915	5 917	232
Dotations aux amortissements corporels	1 260	618	1 764	642
Dotations aux amortissements	4 576	3 662	7 975	914
Dotations aux provisions	4	10	22	-6
Reprises de provisions	-7	-38	-66	31
Dotations aux provisions	-3	-28	-44	25

Les amortissements des frais de développement sont de 3.147 K€ au 30 juin 2026 contre 2.915 K€ au 30 juin 2025 et 5.917 K€ en 2025.

Les amortissements constatés au premier semestre 2026 augmentent par rapport à ceux du premier semestre 2025 (+232 K€). L'augmentation des valeurs brutes activées depuis plusieurs exercices (6.405 K€ en 2023, 7.946 K€ en 2024 et 10.627 K€ en 2025), se répercute de fait sur le niveau des amortissements de période. Au premier semestre 2026, les valeurs brutes activées (4.627 K€) diminuent cependant par rapport à celles du premier semestre 2025 (5.032 K€). Le nombre de versions majeures "relassées" est toujours de 2 par an, comme en 2025. Les amortissements démarrant lors de cette mise sur le marché, cela peut entraîner certains décalages dans les amortissements constatés d'un semestre à l'autre.

Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2026 est de 24.681 K€ contre 23.201 K€ au 31 décembre 2025 (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 23.674 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. Aucun indicateur de perte de valeur n'est présent au 30 juin 2026.

Les amortissements corporels augmentent, quant à eux, de 642 K€. Cette augmentation s'explique essentiellement par les amortissements relatifs aux investissements matériels réalisés aux États-Unis au premier semestre 2025, constatés sur un semestre plein alors qu'ils avaient débuté seulement à la fin du premier semestre 2025 (date de mise en service de cette nouvelle infrastructure arrêtée au 30 mai 2025). Les amortissements annuels prévisionnels (12 mois) sont d'environ 1,2 M€. Enfin, les amortissements des droits d'usage sont de 522 K€ au premier semestre 2026 contre 358 K€ au premier semestre 2025.

Les dotations/reprises aux provisions comptabilisées au 30 juin 2026, tout comme au 30 juin 2025, ne sont pas significatives.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (738 K€ au 30 juin 2026) correspondent essentiellement à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (622 K€) et des Crédits d'Impôt Innovation (36 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote-part des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements étant plus importants au premier semestre 2026 par rapport au premier semestre 2025 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation le sont également (658 K€ contre 618 K€ au 30 juin 2025).

Les autres charges opérationnelles non courantes (1.048 K€ au 30 juin 2026) enregistrent les honoraires juridiques exceptionnels liés à un litige de propriété intellectuelle (violation de brevets) actuellement en cours aux États-Unis. Conformément à ses engagements contractuels avec ses partenaires, STREAMWIDE, au travers de sa filiale américaine StreamWIDE Inc., a demandé à être partie au litige, aux côtés de l'un de ses clients américains (AT&T), dans le cadre d'un contentieux devant une juridiction américaine du Texas, à l'initiative d'un demandeur privé, petit acteur du secteur MCx "mission critical". STREAMWIDE a procédé à la remise des documents nécessaires dans le cadre de ce litige et a également partagé toute la documentation nécessaire à la défense de ses intérêts au regard des brevets invoqués et de la fonctionnalité visée, par ailleurs non déployée par AT&T et très peu utilisée ailleurs dans le monde. En réaction à cette procédure, des requêtes auprès des offices nationaux des brevets sont également en cours aux États-Unis et en Europe, pour la contestation par STREAMWIDE de la brevetabilité de la fonctionnalité litigieuse, notamment au regard de l'antériorité des développements effectués par STREAMWIDE, de l'état de l'art et des publications alors partagées.

Les honoraires liés à ces procédures sont de 0,7 M€ à fin juin 2026 et une provision de 0,3 M€ d'honoraires complémentaires a également été comptabilisée. Même s'il n'est pas possible d'évaluer de façon certaine l'issue de ce litige et des procédures associées pour le moment, le Groupe et ses conseils sont confiants dans la défense de ses droits et de ses intérêts et n'a pas provisionné de risque concernant ce litige. Par ailleurs, la fonctionnalité visée dans le cadre de ce litige n'est ni fondamentale, ni déterminante, ni nécessaire pour le bon fonctionnement de la solution. STREAMWIDE n'est donc en rien contraint dans la continuité pleine, entière et ininterrompue de son activité.

7.6 Éléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Produits sur placements de trésorerie	152	161	302	-9
Coût financier brut	-215	-233	-463	18
Coût financier net (charges nettes)	-63	-72	-161	9
Gains de change	119	53	57	66
Pertes de change	71	-647	-719	718
Produits nets de cessions d'actifs	12	13	38	-1
Total Impact Financier	139	-653	-785	792

Les produits sur placements de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. L'évolution peu significative des taux au premier semestre 2026 par rapport à ceux constatés au premier semestre 2025, et le niveau stable des placements du Groupe au cours des 12 derniers mois, expliquent la stabilité des produits de placements.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur les emprunts contractés fin mars 2023 (7,5 M€). Ils restent stables au premier semestre 2026 car les taux que ces emprunts supportent sont fixes. La rémunération des différents comptes à terme souscrits par le Groupe permet de compenser en partie le coût financier de ces emprunts obligataires et bancaires.

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 42 K€ au 30 juin 2026 (contre 47 K€ au 30 juin 2025).

Les gains et pertes de change proviennent de la conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et du résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution favorable du taux de change USD/€ sur la période a permis de générer un impact net positif de +190 K€ contre une perte nette de -594 K€ au 30 juin 2025, suite à une variation importante et défavorable du taux USD/€ au cours du premier semestre 2025.

Risque de change

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts et des revenus), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions.

Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intragroupes. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 30 juin 2026.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change réalisé pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

À date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

Un "covenant" unique accompagne les nouveaux emprunts contractés en mars 2023. Le ratio d'endettement (dette financière nette consolidée, hors passifs locatifs / capitaux propres consolidés) doit rester inférieur ou égal à 1 au 31 décembre de chaque exercice (confer ci-dessous note 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et note 9.2 "Engagement hors bilan").

7.7 Charges d'impôts

La charge d'impôts est de 34 K€ au 30 juin 2026 (contre un produit de 61 K€ au 30 juin 2025 et une charge de 749 K€ au titre de l'exercice 2025) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Impôts exigibles	65	69	67	-4
Impôts différés	-31	-130	682	99
Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)	34	-61	749	95

Les impôts exigibles proviennent essentiellement, au niveau statutaire, des filiales roumaine et tunisienne du Groupe. Pour rappel, les sociétés STREAMWIDE SA (société mère) et STREAMWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société STREAMWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

L'évolution des impôts exigibles provient de celle des résultats comptables et fiscaux de la filiale roumaine et de la filiale tunisienne constatés au 30 juin 2026.

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Le taux d'imposition différée retenu est de 25% au 30 juin 2026, taux appliqué depuis le 30 juin 2022. La preuve d'impôt s'établit comme suit au 30 juin 2026 :

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25
Résultat opérationnel	667	2 715	7 794
Coût de l'endettement financier net	-63	-72	-161
Autres produits et charges financiers	202	-581	-624
Taux d'impôt théorique	25,00%	25,00%	25,00%
Impôt théorique	202	516	1 752
Impôt courant	65	69	67
Impôt différé	-31	-130	682
Impôt réel	34	-61	749
Taux d'impôt réel	4,22%	-2,96%	10,69%
Ecart sur taux	-20,78%	-27,96%	-14,31%
Ecart sur impôt	-168	-577	-1 003
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice			-651
Déficits créés dans l'exercice	84	37	36
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	-3	-1	-16
Différences permanentes et autres éléments	-249	-593	-372
	-168	-557	-1 003

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Reprise des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. Au 30 juin 2026, les reprises sont de 658 K€, générant ainsi un écart d'impôt de - 165 K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".
- (ii) Les déficits créés dans l'exercice proviennent essentiellement de la filiale américaine du Groupe, où les reports déficitaires encore disponibles et la déduction des investissements réalisés en cours de période, permettent de neutraliser l'impact fiscal des résultats positifs de période.

Au 30 juin 2026, les reports déficitaires sont de 4.944 K€, après prise en compte d'un déficit fiscal d'intégration de la période de -1.618 K€ au 30 juin 2026, et ont été activés.

La filiale américaine STREAMWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 2,7 MUSD (2,3 M€) au 30 juin 2026. Les reports déficitaires ne sont pas activés.

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2025	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 808 867
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				0
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 808 867
Au 30 juin 2026	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2025	2 804 807	101 150	2 703 657	450 740
31.01.2026		-784	2 704 441	450 634
28.02.2026		639	2 703 802	450 891
31.03.2026		-1 541	2 705 343	450 917
30.04.2026		-160	2 705 503	451 000
31.05.2026		-496	2 705 999	450 995
30.06.2026		31	2 705 968	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 705 176
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 705 176

Au 30 juin 2026, le Groupe dispose de 98.839 actions auto détenues, dont 96.574 au titre de son programme de rachat d'actions et 2.265 dans le cadre de son contrat de liquidité.

Le capital social de la Société, au 30 juin 2026, est de 280.480,70 € et se compose de 2.804.807 actions d'une valeur nominale de 0,1 € chacune, sans changement depuis le 31 décembre 2025.

Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 30 juin 2026, 30 juin 2025 et 31 décembre 2025 :

En K€	30-juin-25	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Résultat Net Part du Groupe	773	2 123	6 260	-1 350
Effet net d'impôt des actions dilutives	-	-	-	-
Résultat net Part du Groupe	773	2 123	6 260	-1 350
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	<i>2 705 176</i>	<i>2 655 373</i>	<i>2 667 579</i>	<i>49 803</i>
<i>Effet des actions ordinaires dilutives</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	<i>2 705 176</i>	<i>2 655 373</i>	<i>2 667 579</i>	<i>49 803</i>
Résultat de base par action (en €)	0,29	0,80	2,35	-0,51
Résultat dilué par action (en €)	0,29	0,80	2,35	-0,51

Un nouveau plan de BSAANE a été émis en avril 2025 et souscrit en mai 2025 (59.360 BSAANE 2025 avec une parité de 1 bon pour 1 action, au prix d'exercice de 68 €). La période d'exercice est ouverte depuis le 30 mai 2026 pour une période de 24 mois, soit jusqu'au 30 mai 2028. La Société disposant d'un stock suffisant d'actions auto détenues pour répondre à d'éventuels exercices, ce plan n'est donc pas considéré comme dilutif et le nombre moyen dilué d'actions est donc identique au nombre moyen pondéré. À noter qu'aucun exercice n'a été effectué au cours du premier semestre 2026.

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-25	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-26
Frais de développement	70 495	4 627		75 122
Concessions, brevets et licences	1 641	248	-148	1 741
Autres immobilisations incorporelles	28	18	-1	45
Valeurs brutes	72 164	4 893	-149	76 908
Frais de développement	-47 294	-3 147		-50 441
Concessions, brevets et licences	-1 205	-161	138	-1 228
Autres immobilisations incorporelles	-31	-8	1	-38
Amortissements	-48 530	-3 316	139	-51 707
Valeurs nettes	23 634	1 577	-10	25 201

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc capitalisés, conformément aux normes comptables appliquées. Les montants activés au premier semestre 2026 sont de 4.627 K€ contre 5.032 K€ au premier semestre 2025 et 10.627 K€ en 2025. Le montant de sous-traitance (développement externalisé de certaines fonctionnalités logicielles) a diminué au premier semestre 2026 pour s'établir à 177 K€ contre 518 K€ au 30 juin 2025. Les effectifs RD ont quant à eux légèrement augmenté sur la période. Le nombre d'heures consacrées au développement produits est ainsi de 113.873 (contre 118.716 au premier semestre 2025 et 131.192 au second). Le coût horaire moyen global de développement est en hausse maîtrisée de 2,3% au premier semestre 2026 par rapport au premier semestre 2025, suite aux nouvelles embauches réalisées fin 2025 et début 2026, et aux augmentations salariales attribuées fin 2025.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variation
Frais de développement activés	4 627	5 032	10 627	-6 000
Amortissements de la période	-3 147	-2 915	-5 917	2 770
Frais de développement cumulés	75 122	64 900	70 495	4 627
Amortissements cumulés	-50 441	-44 292	-47 294	-3 147
Valeur nette	24 681	20 608	23 201	1 480

Les frais de développement (valeur nette de 24.681 K€ au 30 juin 2026) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires sur une durée de 5 ans, à compter de leur mise à disposition sur le marché.

Ces amortissements sont en hausse au 30 juin 2026 par rapport au 30 juin 2025 (3.147 K€ contre 2.915 K€) suite à l'évolution des valeurs brutes activées. Au 30 juin 2026, comme au titre des clôtures antérieures, il n'existe pas d'indicateur de perte de valeur (confer note 7.4 - Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-25	Acquisitions	Cessions	30-juin-26
Matériels Informatiques, installations générales, bureau	7 185	618	-11	7 792
Droits d'usage	6 339	987	-375	6 951
Valeurs brutes	13 524	1 605	-386	14 743
Matériels Informatiques, installations générales, bureau	-3 872	-738	-24	-4 634
Droits d'usage	-3 817	-522	348	-3 991
Amortissements	-7 689	-1 260	324	-8 625
Valeurs nettes	5 835	345	-62	6 118

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Les acquisitions effectuées au premier semestre 2026 concernent essentiellement du matériel informatique (infrastructure et serveurs Groupe). Ces investissements vont permettre de soutenir et d'accompagner la croissance de l'activité et notamment le déploiement du projet SaaS d'envergure en Amérique du Nord, qui a débuté mi-juillet 2026 suite au prononcé de l'acceptance générale de la solution.

Les droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) s'élèvent à 6.951 K€ en valeur brute, et tiennent compte du nouveau bail locatif des bureaux américains du Groupe contractualisé au premier semestre 2026. Au 30 juin 2026, un amortissement cumulé de 3.991 K€ est également constaté, soit une dotation complémentaire de 522 K€ au titre du premier semestre 2026 contre 358 K€ au titre du premier semestre 2025.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-25	Acquisitions	Cessions	30-juin-26
Dépôts de garantie	468	4	-2	470
Autres actifs financiers non courants	149	178		327
Valeurs brutes	617	182	-2	797
Amortissements / provisions	-137	-1		-138
Valeurs nettes	480	181	-2	659

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, États-Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; ce dernier dépôt a fait l'objet d'une provision totale en 2022 car le GIAC étant en liquidation, il est très peu probable de récupérer cette participation. Les variations de période correspondent essentiellement à l'ajustement de certains dépôts de garantie ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (310 K€ au 30 juin 2026 contre 134 K€ au 31 décembre 2025), suite aux mouvements nets de période.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2025	791	95	-5 805	-41	-4 960
<i>Impôts différés actifs</i>					-
<i>Impôts différés passifs</i>					-4 960
Variations Actif	393	4		2	
Variations Passif			-370		
Ecart sur taux					
Valeur nette au 30 juin 2026	1 184	99	-6 175	-39	-4 931
<i>Impôts différés actifs</i>					-
<i>Impôts différés passifs</i>					-4 931

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (1.184 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2026 :

- sur déficits fiscaux français : 1.184 K€ (791 K€ au 31 décembre 2025)
- sur déficits fiscaux américains : 0 K€ (0 K€ au 31 décembre 2025)

La filiale américaine génère au 30 juin 2026 un résultat opérationnel positif et un résultat fiscal non significatif, car les investissements réalisés au premier semestre 2026 sont déductibles fiscalement. Les impôts différés actifs sur les déficits antérieurs n'ont pas été reconnus au 30 juin 2026, position identique aux précédentes clôtures, dans l'attente des résultats fiscaux positifs au titre des prochains exercices. La position fiscale différée est donc neutre au 30 juin 2026.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 4.944 K€ de reports déficitaires au 30 juin 2026 (après prise en compte d'un résultat fiscal de période négatif de -1.618 K€), représentant 1.184 K€ d'actifs d'impôts différés. L'activation des déficits fiscaux est justifiée par les perspectives de résultats fiscaux positifs que le Groupe anticipe dans les prochaines années.

- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation s'établit à 24.681 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 6.175 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 99 K€ à la clôture du semestre, dont 4 K€ au titre du premier semestre 2026. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 39 K€ d'impôts différés passifs au 30 juin 2026.

8.5 Actifs courants

En K€	30-juin-26	31-déc-25	Variation
Créances clients	9 038	7 395	1 643
Autres débiteurs	2 063	1 657	406
Autres actifs fiscaux	3 301	2 767	534
Actifs financiers courants	5 000	5 000	0
Total Net	19 402	16 819	2 583

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 30 juin 2026 et 31 décembre 2025 :

En K€	31-déc-25	Augmentation	Diminution	30-juin-26
Créances clients brutes	7 821	1 643		9 464
dont Factures A Etablir	3 227		-362	2 865
Pertes de valeur	-426			-426
Créances clients nettes	7 395	1 643	0	9 038

L'évolution du poste client s'explique essentiellement par des facturations de fin de période envers un client partenaire important et identifié. Ces créances (2,4 M€) ont été encaissées en août 2026, conformément aux échéances de paiement en vigueur avec ce client. Retraité de cet impact, l'évolution du poste client reflète un niveau de facturations et d'encaissement satisfaisant tout au long du semestre et conforme à l'évolution de l'activité du Groupe sur cette même période.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 2.865 K€ au 30 juin 2026) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (5 principaux fin juin 2026, dont 2 significatifs en France et 1 aux États-Unis).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 98% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés au troisième trimestre 2026 (5.315 K€ sur la période juillet-août 2026) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé par le Groupe.

Balance Agée au 30 juin 2026

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	9 029	8 824	128	77	
<i>dont FAE</i>	2 865	2 865			
Créances douteuses brutes	435				435
Pertes de valeur	-426				-426
Créances clients nettes	9 038	8 824	128	77	9
		98%	1%	1%	0%

Balance Agée au 31 décembre 2025

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	7 372	7 116	135	121	
<i>dont FAE</i>	3 227	3 227			
Créances douteuses brutes	449				449
Pertes de valeur	-426				-426
Créances clients nettes	7 395	7 116	135	121	23
		96%	2%	2%	0%

Au 30 juin 2026, les créances non échues incluent des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 2.865 K€ dont près de 75% sont représentés par 29 factures identifiées envers 8 clients seulement. Ces factures seront établies conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, fin 2025, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 3.227 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 82% par 32 factures significatives envers 13 clients, dont une majorité ont été établies et réglées en 2026.

Au 30 juin 2026, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (435 K€ TTC), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêt des comptes semestriels 2026.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 1.301 K€) et des charges constatées d'avance pour 528 K€.

Actifs fiscaux

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation non encore remboursés par l'État (2.691 K€) et des crédits d'Impôt Société (IS) provisionnés depuis 2025 (457 K€). Ainsi, au 30 juin 2026, la créance CIR/CII est composée de celle au titre du premier semestre 2026 pour un montant total de 883 K€, ainsi que de celle de 2025 pour un montant net global de 1.809 K€, dont le remboursement anticipé a été demandé et devrait intervenir au second semestre 2026.

Actifs financiers courants

En avril 2026, le Groupe a souscrit un nouveau compte à terme de 5.000 K€ auprès de La Banque Postale. Ce placement, à échéance 6 mois, est classé en "actifs financiers courants" au 30 juin 2026. Ce placement permet de couvrir l'emprunt obligataire de 5.000 K€ classé en "passifs financiers non courants", dont le remboursement in fine doit intervenir le 30 juin 2028.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2026

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	9 038	9 038		9 038	
Autres débiteurs	2 063	2 063		2 063	
Autres actifs fiscaux	3 301	3 301		3 301	
Actifs financiers courants	5 000	5 000	5 000		
Equivalent de trésorerie	9 014	9 014	9 014		
Trésorerie	5 585	5 585	5 585		
Total créances nettes	34 001	34 001	19 599	14 402	-

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2025

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	7 395	7 395		7 395	
Autres débiteurs	1 657	1 657		1 657	
Autres actifs fiscaux	2 767	2 767		2 767	
Actifs financiers courants	5 000	5 000	5 000		
Equivalent de trésorerie	7 202	7 202	7 202		
Trésorerie	8 509	8 509	8 509		
Total créances nettes	32 530	32 530	20 711	11 819	-

Au cours du premier semestre 2026, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 6.507 K€, soit près de 51% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe. Au 30 juin 2025, 61% du chiffre d'affaires semestriel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs (et 60% au titre de l'ensemble de l'année 2025).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-26	31-déc-25	30-juin-25	Variation
Placements à terme	9 014	7 202	11 089	1 812
Comptes courants bancaires	5 585	8 509	4 424	-2 924
Total	14 599	15 711	15 513	-1 112

Les placements à terme, au 30 juin 2026, sont de 9.014 K€ et se composent de différents comptes à terme auprès des différents partenaires bancaires du Groupe :

- 4.773.916 € auprès de HSBC ;
- 3.500.000 € auprès de LCL ;
- 740.000 € auprès de l'UIB, filiale tunisienne de la Société Générale

Ces comptes à terme bénéficient tous d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 14.599 K€ au 30 juin 2026, en diminution de -1.112 K€ par rapport à la clôture annuelle 2025.

Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 4.974 K€, suite notamment au résultat de période (773 K€), à une Capacité d'Auto Financement positive de 4.670 K€ et à l'impact positif de la variation du BFR de période (414 K€) ;
- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -5.047 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (4.627 K€ au 30 juin 2026 contre 5.032 K€ au 30 juin 2025 et 10.627 K€ au 31 décembre 2025) et dans l'infrastructure technique et matérielle du Groupe. Le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche et Innovation 2025 (montant net de 1.809 K€) devrait être obtenu avant la fin de l'exercice 2026 et compenser ainsi, en partie, les investissements en RD réalisés par le Groupe au titre de 2026 ;
- (iii) *des flux nets de financement négatifs* à hauteur de -1.057 K€, suite notamment (i) aux remboursements de période des dettes financières (-604 K€), (ii) aux paiements des loyers locatifs du premier semestre 2026 (-581 K€) et (iii) aux mouvements de période (ventes nettes) intervenus sur les actions auto détenues (+171 K€).

Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2026, les comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 14.014 K€, avec des échéances comprises entre 3 et 6 mois.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-26	31-déc-25	Variation
Capital social	280	280	0
Prime d'émission	4 231	4 231	0
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	31 482	30 765	717
Titres auto détenus	-3 149	-3 320	171
Total	32 874	31 986	888

Le *capital social* de la société mère STREAMWIDE SA se compose de 2.804.807 actions d'une valeur nominale de 0,10 € chacune au 30 juin 2026, sans modification depuis la dernière clôture annuelle.

La *prime d'émission* (4.231 K€) correspond à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires (i) lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€), (ii) lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (2.633 K€), (iii) lors des opérations relatives aux souscriptions, en 2015, et exercices, en 2021, des 2.325.000 BSA et à l'émission de 135.799 actions nouvelles (1.907 K€), (iv) lors de l'émission et la souscription de 100.850 BSAANE 2022 au prix de 0,75 € en novembre 2022 (50 K€, après le rachat et l'annulation de 34.035 BSAANE 2022 intervenus en octobre 2025), (v) lors de l'annulation de 248.491 actions en juin 2023 (-5.730 K€) et (vi) lors de l'émission et de la souscription de 59.360 BSAANE 2025 au prix de 1,57 € en mai 2025 (93 K€).

Les *réserves consolidées* correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (31.482 K€), le montant obtenu (31.512 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (31.595 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (- 291 K€) et "autres variations" (208 K€).

Le montant en "*titres auto détenus*" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son contrat de liquidité et de son programme de rachat d'actions.

Titres autodétenus

	31-déc-25	Acquisitions	Cessions	30-juin-26
En nombre d'actions	101 150	4 361	-6 672	98 839
En montants (€uro)	3 320 095	315 423	-486 236	3 149 282

Les flux présentés en acquisitions / cessions de période incluent l'ensemble des opérations intervenues dans le cadre du programme de rachat au cours du premier semestre 2026 incluant le contrat de liquidité.

Au cours du premier semestre 2026, la Société n'a effectué aucune opération d'achat ou de vente d'actions, en dehors des flux liés au contrat de liquidité.

Au cours du premier semestre 2026, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité s'est élevé à 4.361 actions (au cours moyen de 72,33 €) et le nombre d'actions cédées à 6.672 (au cours moyen de 73,93 € pour un prix de revient moyen de 72,88 €). La plus-value ainsi réalisée (7 K€) est inscrite en réserves consolidées.

Au 30 juin 2026, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Markets depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 2.265 actions de la Société contre 4.576 actions au 31 décembre 2025, et présente un solde de liquidité de 302 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 126 K€ au 31 décembre 2025. Le nombre d'actions auto détenues par la Société, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, est toujours de 96.574 au 30 juin 2026. L'ensemble de ces actions ayant été acquis à un cours moyen inférieur au cours de clôture constaté au 30 juin 2026 (78,80 €), aucune perte de valeur n'est à constater et le solde net des actions auto détenues inscrit en capitaux propres est de 3.149 K€ au 30 juin 2026.

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-26	31-déc-25	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	5 359	5 659	-300
Total	5 359	5 659	-300
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-26	31-déc-25	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	819	1 123	-304
Total	819	1 123	-304

En mars 2023, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 5.000 K€ entièrement souscrit par France Économie Réelle, représenté par sa société de gestion Delta Alternative Management. Cet emprunt, remboursable in fine le 30 juin 2028, porte un taux de 5,5% annuel. En parallèle, un emprunt bancaire amortissable en 5 ans d'un montant de 2.500 K€ a été souscrit auprès de La Banque Postale et porte un taux, hors garantie, de 3,8% annuel.

Pour rappel, le Groupe a obtenu, en avril 2022, un emprunt bancaire auprès du Crédit Lyonnais pour un montant de 500 K€ afin de financer les travaux réalisés dans les locaux parisiens du Groupe. Cet emprunt a une durée de 5 ans et un taux de 0,8%.

Enfin, en 2020, le Groupe a bénéficié d'un Prêt Garanti par l'État (PGE) d'un montant global de 2.522 K€. Le Groupe a opté pour un amortissement sur 5 ans, avec une année de différé de remboursement. Les remboursements sont trimestriels et ont donc pris fin en août 2026.

La dette financière globale (montant nominal de 10.522 K€ et montant net au 30 juin 2026 de 6.178 K€) a donc été classée en passifs financiers non courants (échéances > 1 an) à hauteur de 5.359 K€ et en passifs financiers courants (échéances < 1 an) à hauteur de 819 K€.

La dette financière obligataire est assortie d'un ratio financier (covenant), calculé en fonction des données consolidées annuelles du Groupe (date de test au 31 décembre de chaque année) et qui se résumant comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- Dette financière nette consolidée (hors dettes locatives) < capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2026, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle de calcul et de test du ratio, ce dernier est respecté, la dette financière nette consolidée étant négative à hauteur de (8,4) M€ et les capitaux propres consolidés positifs à hauteur de 32,9 M€.

Risque de taux

La dette obligataire supporte un taux fixe de 5,5% annuel.

Les dettes bancaires supportent des taux fixes de 0,8% annuel et 3,8% annuel.

Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de taux dans la mesure où ses dettes financières supportent toutes un taux fixe.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-26	31-déc-25	Variations
Avantages du personnel	403	376	27
Total Provisions	403	376	27
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-26	31-déc-25	Variations
Litiges	274	10	264
Total Provisions	274	10	264

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2025	376	10
Dotations	27	264
Utilisations		
Reprises sans objet		
Au 30 juin 2026	403	274

Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Concernant le litige de propriété intellectuelle actuellement en cours aux États-Unis, seuls les honoraires futurs dans le cadre des procédures en cours ont été provisionnés au 30 juin 2026 (300 KUSD soit 264 K€). Même s'il n'est pas possible d'évaluer de façon certaine l'issue de ce litige et des procédures associées pour le moment, le Groupe et ses conseils sont confiants dans la défense de ses droits et de ses intérêts et n'a pas provisionné de risque concernant ce litige. Par ailleurs, la fonctionnalité visée dans le cadre de ce litige n'est ni fondamentale, ni déterminante, ni nécessaire pour le bon fonctionnement de la solution. Le Groupe n'est donc en rien contraint dans la continuité pleine, entière et ininterrompue de son activité.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Études Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	30-juin-26	31-déc-25
Taux d'actualisation	3,79%	3,79%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2022).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante au premier semestre 2026 :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2025	376
Coûts des services rendus	11
Coût de l'actualisation	14
Gains et pertes actuariels	2
Au 30 juin 2026	403

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2026 s'élève donc à 27 K€, comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel. Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2026.

8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	30-juin-26	31-déc-25	Variations
Passifs locatifs non courants	2 383	2 141	242
Passifs locatifs courants	795	591	204
Produits fiscaux différés non courants	3 014	2 843	171
Produits fiscaux différés courants	1 477	1 422	55
Passifs d'impôts différés	4 931	4 960	-29
Fournisseurs et autres créditeurs	1 527	683	844
Dettes sociales	2 104	2 270	-166
Dettes fiscales	2 498	2 325	173
Produits constatés d'avance	7 522	6 088	1 434
Total autres passifs	26 251	23 323	2 928

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

L'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître *un passif locatif* en contrepartie du droit d'usage activé. Au 30 juin 2026, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 2.383 K€ et 795 K€, pour un passif locatif total de 3.178 K€. L'évolution par rapport à la clôture précédente provient (i) d'un nouveau bail locatif pour les bureaux américains du Groupe et (ii) de l'effet temps, de l'amortissement du droit d'usage et de l'actualisation de la dette locative en contrepartie.

Les produits fiscaux différés correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche et Innovation considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

Au 31 décembre 2025, le solde de 4.265 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2023 :	565 K€	(dont 53 K€ de CII)
- au titre de l'exercice 2024 :	1.506 K€	(dont 66 K€ de CII)
- au titre de l'exercice 2025 :	2.194 K€	(dont 49 K€ de CII)

Suite aux amortissements constatés au premier semestre 2026, une reprise de CIR/CII à hauteur de 658 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR/CII au titre de 2023 et diminue le solde au titre de 2024 de 93 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche et Innovation différés au 30 juin 2026 est donc de 4.491 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche et Innovation suivants :

- au titre de l'exercice 2024 :	1.414 K€	(dont 55 K€ de CII)
- au titre de l'exercice 2025 :	2.194 K€	(dont 36 K€ de CII)
- au titre du premier semestre 2026 :	883 K€	(dont 24 K€ de CII)

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, sont de 4.931 K€ au 30 juin 2026 contre 4.960 K€ au 31 décembre 2025. Ils proviennent principalement du retraitement lié à l'activation des frais de développement. L'impact net cumulé de ce retraitement est, depuis l'exercice 2020, supérieur aux reports fiscaux déficitaires (24,7 M€ contre 4,9 M€ de reports fiscaux déficitaires à fin juin 2026, soit un montant net de 19,8 M€), ce qui implique donc une position nette passive d'impôts différés pour les sociétés françaises du Groupe (19,8 M€ * 25%, soit 4,9 M€), représentant dans le cadre de l'intégration fiscale, une seule et même entité fiscale.

Les fournisseurs et autres créditeurs augmentent au 30 juin 2026 par rapport au 31 décembre 2025, suite notamment aux honoraires juridiques américains dont une partie est enregistrée en factures non parvenues au 30 juin 2026.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2026, et qui ont été réglées en juillet 2026. Leur évolution n'appelle pas de commentaire particulier.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture semestrielle 2026, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 30 juin 2026 et sa variation.

Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus) proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre certaines facturations annuelles de maintenance et les périodes couvertes par ces maintenances, impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 30 juin 2026 provient essentiellement de factures établies en fin de période envers deux clients significatifs (un client en France récurrent depuis 2018 et un nouveau client américain depuis 2025).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2026 et 31 décembre 2025 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2026

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	6 178	6 178		6 178	
Dettes locatives	3 178	3 178		3 178	
Fournisseurs et autres créditeurs	1 527	1 527		1 527	
Dettes fiscales et sociales	4 602	4 602		4 602	
Produits différés CT/MT	16 944	16 944		16 944	
Total	32 429	32 429	-	32 429	-

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2025

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	6 782	6 782		6 782	
Dettes locatives	2 732	2 732		2 732	
Fournisseurs et autres créditeurs	683	683		683	
Dettes fiscales et sociales	4 595	4 595		4 595	
Produits différés CT/MT	15 313	15 313		15 313	
Total	30 105	30 105	-	30 105	-

À noter que seules les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créditeurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains.

Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche et Innovation différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus), ainsi que les dettes locatives, ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements non appréhendés dans le temps.

Concernant les dettes financières (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants), les décaissements annuels (principal et intérêts) relatifs aux différents remboursements sont les suivants :

- emprunts bancaires et obligataires : 463 K€ au titre du second semestre 2026 (et 876 K€ en 2027)
- emprunts PGE : 159 K€ au titre du second semestre 2026 (suite au remboursement total effectué, aucun remboursement ne sera constaté en 2027 contre un remboursement total de 478 K€ en 2026).

Au 30 juin 2026, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie, brute et nette, lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutée (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications et d'activités critiques à destination des administrations et des entreprises (**team on mission** et **team on the run**). Les règles et la nature des revenus étant identiques quels que soient les logiciels concernés, le Groupe continue donc de ne présenter qu'un seul secteur d'activité. La seule évolution en 2025 a été de présenter de façon isolée une ligne de revenus "SaaS" car ces derniers pourraient être amenés à se développer fortement. En fonction de l'évolution réelle constatée dans les prochains mois, et si les reportings internes étaient amenés à évoluer pour différencier par exemple les modes de distribution des logiciels ("on premise" ou "SaaS"), les informations sectorielles du Groupe devront, elles aussi, être modifiées ou complétées.

En 2026, le Groupe ne distingue pas dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France _ Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2026 et 2025, ainsi qu'à l'exercice 2025, sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variations
CA France	6 078	7 187	15 943	-1 109
CA Export	6 714	4 277	10 349	2 437
dont Europe	865	785	2 286	80
dont Amériques	4 708	3 194	7 327	1 514
dont Afrique	52	89	168	-37
dont Moyen Orient	25	103	138	-78
dont Asie - Pacifique	1 064	106	430	958
TOTAL CA	12 792	11 464	26 292	1 328

La répartition géographique des revenus est de 48/52 (France / Export) au titre du premier semestre 2026, contre 60/40 pour l'exercice 2025 dans son ensemble. Le premier semestre 2026 est marqué par une hausse très significative des revenus "Export", essentiellement suite à la croissance des revenus issus des zones Amérique et APAC. Cette forte dynamique est portée par le projet SaaS d'envergure avec AT&T et par un nouveau marché aux Philippines. Si le déploiement du projet AT&T est intervenu mi-juillet 2026, les différentes phases techniques préliminaires et en amont du déploiement opérationnel ont permis de générer d'ores et déjà près de 2,5 M€ de revenus au 30 juin 2026. À noter qu'en dehors de ce projet SaaS, la dynamique commerciale aux États-Unis est également présente dans les offres "corporate" (Canada notamment) et "legacy" (Canada et Amérique du Nord).

Le chiffre d'affaires "France" diminue de -1.109 K€ suite à la baisse des revenus liés au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus PSS (ex Airbus SLC) et des commandes de licences supplémentaires enregistrées en 2025 mais non récurrentes en 2026, compensées seulement partiellement par l'augmentation des flux de maintenance annuelle.

Le chiffre d'affaires "Export" augmente quant à lui pendant la période (+2.437 K€), suite, comme indiqué ci-dessus, à une progression marquée des revenus "Amériques" (+1.514 K€) et "APAC" (+958 K€), alors que les autres zones restent stables ou diminuent légèrement suite à des calendriers de déploiement moins favorables début 2026 que lors de l'exercice 2025.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

Depuis 2019, le Groupe distingue également les revenus issus de son activité historique "legacy" et ceux issus de son activité "plateformes", relative aux nouvelles solutions de communications et d'activités critiques **team on mission** et **team on the run**. Ils se détaillent comme suit au 30 juin 2026 :

(en K€)	30-juin-26	30-juin-25	31-déc-25	Variations
CA "Plateformes"	9 304	8 774	19 949	530
CA "Legacy"	3 488	2 690	6 343	798
TOTAL CA	12 792	11 464	26 292	1 328

Depuis 2018, la croissance des revenus du Groupe provient très majoritairement des nouvelles solutions de communications et d'activités critiques et sécurisées, développées par le Groupe depuis quelques années. L'exercice 2025 et le premier semestre 2026 confirment encore cette tendance et valident la stratégie du Groupe et son repositionnement vers des marchés porteurs et à fort potentiel. L'activité "legacy" représente toujours un marché de niche où des opportunités existent en fonction des différents cycles et périodes considérés, ce qui a été le cas au premier semestre 2026 avec des extensions de plateformes de messagerie vocale, notamment au Canada.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2026, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Dans le cadre de l'emprunt bancaire LCL (500 K€), ce dernier est consenti en considération de la détention par BE2TEL (P. Béglin) et OKHEMA (L. Gaichies), ensemble ou séparément, directement ou indirectement, d'une fraction du capital de la Société lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de la Société. Dans le cas où cette condition ne serait pas maintenue, LCL serait en droit d'exiger le remboursement immédiat de l'emprunt (solde au 30 juin 2026 : 102 K€). Au 30 juin 2026, la condition de détention des droits de vote est respectée, les sociétés BE2TEL et OKHEMA détenant ensemble 80,3 % des droits de vote.

Dans le cadre des nouveaux emprunts contractés en mars 2023 (5.000 K€ obligataires et 2.500 K€ bancaires), la Société a nanti les actions de sa filiale française STREAMWIDE France SAS (3.050.018 actions), qu'elle détient à 100%.

Par ailleurs, ces emprunts sont également assortis d'un ratio financier à respecter (covenant), calculé sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- Dette financière nette consolidée (hors passifs locatifs) < capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2026, même s'il n'y a aucune obligation contractuelle, le ratio est respecté, la dette financière nette consolidée étant négative à hauteur de (8,4) M€ et les capitaux propres consolidés positifs à hauteur de 32,9 M€.

Enfin, deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leur montant et leur durée de validité. Au 30 juin 2026, le montant global d'engagement est de 36,1 K€ sans changement par rapport au 31 décembre 2025.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère STREAMWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère, qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets, en lien avec la propriété intellectuelle qu'elle crée et détient.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société STREAMWIDE France SAS), et des royalties aux filiales à visée commerciale (STREAMWIDE France SAS et STREAMWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute (rémunération fixe et prime variable sur objectifs) versée aux dirigeants mandataires sociaux s'élève à 286.375 € bruts au titre du premier semestre 2026, contre 225.330 € bruts au premier semestre 2025. Cette rémunération a été versée à hauteur de 174.290 € bruts par STREAMWIDE SA et à hauteur de 112.085 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Pour rappel, au titre de l'exercice 2025, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 437.038 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la Société française pour 297.694 €, et ceux de la filiale américaine pour 139.344 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Événements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun événement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2026.

Outre les incertitudes sur l'évolution de l'économie mondiale du fait des opérations militaires en Ukraine, et du conflit en Iran débuté le 28 février 2026, il n'existe pas à la connaissance de la Société d'éléments ou événements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son patrimoine, son résultat et ses activités, autres que ceux déjà pris en compte pour l'arrêté de ses comptes au 30 juin 2026.